

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE  
 DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
 DE LA GUADELOUPE DU 14 SEPTEMBRE 2022**

**DELIBERATION N°2022/1409-04**

**Objet : AUTORISATION DE SIGNER UN PROTOCOLE D'ACCORD  
 TRANSACTIONNEL**

L'an deux mille vingt-deux et le 14 septembre à 10h, le Bureau du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Guadeloupe s'est réuni à la Direction du SDIS de la Guadeloupe sise 10 rue Georges BIRAS, Parc d'Activités « la Providence », ZAC de Dothémare – 97139 Les Abymes, et simultanément par visioconférence, sous la présidence de Monsieur Henry ANGELIQUE, Président du Conseil d'Administration, par suite de sa convocation en date du 05 septembre 2022.

<b>Bureau du Conseil d'Administration du SDIS Séance du 14 septembre 2022 - Liste des présents -</b>				
<b><u>Membres du Bureau du CASDIS</u></b>				
<b>Titulaires</b>	<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Fonction</b>	<b>Modalités de participation à la séance</b>
	ANGELIQUE	Henry	Président du CASDIS	Présentiel
	MINATCHY	Danielle	1 <sup>ère</sup> vice-présidente	Visioconférence
	BARON	Adrien	2 <sup>ème</sup> vice-président	Visioconférence
<b><u>Personnes invitées par le Président du Bureau du CASDIS à assister à la séance</u></b>				
	<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Fonction</b>	<b>Modalités de participation à la séance</b>
	Col. H.C ANTENOR- HABAZAC	Félix	DD SIS	Présentiel
	Col. LHOMME	Frédéric	DDASIS	Présentiel
	GUSTARIMAC	Philippe	Chef du GPEP	Présentiel
	COLLIDOR	Nadia	Cheffe du Service commande publique	Présentiel
	MARC	Corinne	Cheffe du GBCP	Présentiel

Accusé de réception en préfecture  
 971-289710014-20220914-Delib221409-04-DE  
 Date de réception préfecture : 06/10/2022

**Secrétaire de séance** : Mme Danielle MINATCHY, 1<sup>ère</sup> vice-présidente

Le Bureau du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Guadeloupe,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles 2044 et suivants du Code civil,

Vu la circulaire en date du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

Vu le décret n°2022-505 du 23 mars 2022 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales, des établissements publics locaux et des établissements publics de santé,

Vu la délibération du Bureau du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Guadeloupe n°2022/2704-04 portant autorisation de signer un protocole transactionnel,

Considérant que le 14 octobre 2014, Monsieur Henri CHERUBIN avait formulé une demande de maintien en activité pour une année, soit pour la période du 16 avril 2015 au 15 avril 2016 ; par courrier en date du 13 mars 2015, le Président du Conseil d'Administration avait rejeté sa demande au motif qu'il avait été mis à la retraite par arrêté et que cet arrêté était devenu définitif,

Considérant qu'après une longue procédure contentieuse, par jugement en date du 28 janvier 2020, le Tribunal administratif de la Guadeloupe enjoignait au Président du Conseil d'Administration et au Ministre de l'Intérieur de procéder une nouvelle fois au réexamen de la demande de maintien d'activité de Monsieur CHERUBIN dans un délai d'un mois à compter de la notification dudit jugement,

Considérant que dans son jugement, le Tribunal rappelait notamment que « *le maintien en activité au-delà de la limite d'âge d'un fonctionnaire appartenant à un corps ou cadre d'emploi dont la limite d'âge est inférieure à soixante-cinq ans constitue un droit, sous réserve de son aptitude physique* »,

Considérant qu'au vu de ce jugement et de l'aptitude physique de Monsieur CHERUBIN attestée par un certificat médical annexé à sa demande de maintien en activité, le Président du Conseil d'Administration et le Ministre de l'Intérieur décidaient de le maintenir en activité jusqu'au 15 avril 2016 ; la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales était informée de cette décision de justice,

Considérant que cette décision de maintien en activité, intervenue six ans après la demande de Monsieur CHERUBIN, s'accompagne de conséquences financières,

Considérant que par délibération n°2022/2704-04 en date du 27 avril 2022, le Bureau du Conseil d'Administration du SDIS a autorisé la mise en place d'une transaction pour régler le litige existant afin d'arrêter les conséquences financières de cette mise en activité, et ainsi d'éviter un nouveau recours à la justice coûteux, tant pour l'administration que pour Monsieur CHERUBIN,

Considérant l'accord intervenu depuis quant aux conséquences pécuniaires de ce litige,

Vu le protocole d'accord transactionnel annexé à la présente délibération,

Sur le rapport du Président,

Accusé de réception en préfecture 971-289710014-20220914-Delib221409-04-DE Date de réception préfecture : 06/10/2022
--

## APRES EN AVOIR DEBATTU ET DELIBERE

Article 1 : Autorise le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Guadeloupe à signer le protocole d'accord transactionnel annexé à la présente délibération.

Article 2 : Monsieur le Président du Conseil d'Administration, le Payeur Départemental, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Guadeloupe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération, qui sera enregistrée et publiée au recueil des actes administratifs du SDIS de la Guadeloupe.

Article 3 : Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de la Guadeloupe peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération dans un délai de deux mois à compter de sa publication ; le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

VOTE DU BUREAU DU CASDIS	
En exercice	05
Présents	03
Votants	03
RESULTAT DE VOTE	
Voix pour	03
Voix contre	00
Abstention	00

Le Président du Conseil d'Administration  
  
Henry ANGLIQUE



Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

Publié le :

Accusé de réception en préfecture  
971-289710014-20220914-Delib221409-04-DE  
Date de réception préfecture : 06/10/2022